



Numéro 14

14 juin 2021

TABLE DES MATIÈRES

Sommet de l'OTAN 2021

- Une menace permanente pour la paix mondiale d'un vestige de la guerre froide
- Nick Lin -
- La Chine comme menace et la fraude des valeurs de l'OTAN
- Margaret Villamizar -
- Les États-Unis intensifient leurs préparatifs de guerre contre la Chine tandis que l'OTAN étend son emprise jusqu'en Asie-Pacifique
- Steve Ruchinski et Phillip Fernandez -
- La Grande-Bretagne effectue son plus grand déploiement naval et aérien depuis la guerre des Malouines en 1982

À titre d'information

- Les missions en cours de l'OTAN
 - OTAN 2030
- La loi du développement inégal et le calcul des forces des puissances rivales
- Centre d'études idéologiques -

Sommet de l'OTAN 2021

Une menace permanente pour la paix mondiale d'un vestige de la guerre froide

- Nick Lin -

Le sommet 2021 de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) se tient à son siège à Bruxelles, en Belgique, le 14 juin. Il réunit les chefs d'État et de gouvernement de ses 30 pays membres[1]. Les sommets sont des réunions du Conseil de l'Atlantique Nord, principal organe de décision politique de l'OTAN, au plus haut niveau. Ils ne se tiennent pas régulièrement mais, selon l'OTAN, à des moments importants de son processus décisionnel, pour aborder des questions « d'importance politique ou stratégique primordiale », comme lorsqu'une nouvelle politique est présentée ou une initiative majeure lancée. Le dernier sommet s'est tenu en juillet 2018.



Webinaire
Contre-sommet pancanadien
contre l'OTAN
Construire une résistance nationale
face à l'Alliance

Lundi 14 juin
16 h Pacifique / 17 h Rocheuses
/ 18 h Central / 19 h Est
/ 20 h Atlantique

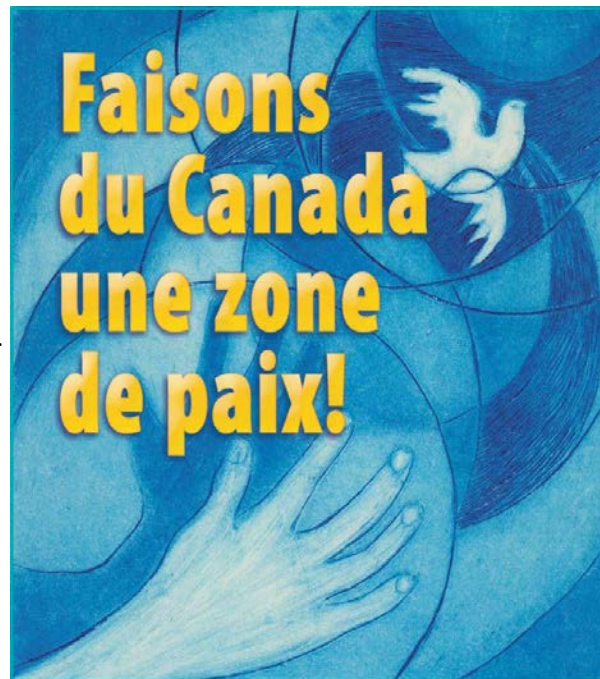
Pour s'inscrire à la rencontre
 zoom [cliquer ici](#)

Au cours de la période récente, avec la fin de la division bipolaire du monde, les impérialistes américains qui dominent l'alliance agressive ont cherché à fournir une justification permanente de l'existence de l'OTAN en tant qu'instrument pour faire avancer leurs objectifs dans les nouvelles conditions.

Pendant que les États-Unis prétendent que la Chine et la Russie représentent une menace pour la stabilité mondiale, l'OTAN utilise ces pays comme prétexte pour exiger des gouvernements membres un financement accru de la guerre.

Un autre aspect important du sommet est la manière dont l'OTAN s'insinue davantage dans les affaires politiques et sociales des pays membre et dans l'orientation de leur économie pour servir ses objectifs agressifs. Cela se produit alors que, plus que jamais, les peuples du monde entier affirment leur droit d'être les décideurs sur toutes les questions qui touchent leur vie et continuent de rejeter le recours à la force pour régler les différends entre les nations et les peuples.

L'OTAN tente de se donner un vernis progressiste et démocratique en tant qu'acteur politique bienveillant, affirmant qu'elle consulte des experts, des jeunes, la société civile et le secteur privé pour définir son orientation, que toutes ses décisions sont prises par consensus et qu'elle soutient un ordre international fondé sur des règles. En même temps, elle exige de ses pays membres une augmentation des dépenses militaires, en contradiction avec la volonté des peuples, et une allégeance à des « valeurs partagées », au point que les critiques de l'OTAN et de son bellicisme doivent être considérées comme étant un acte servant des puissances étrangères, par lesquelles elle entend généralement la Russie et à la Chine.





Manifestation anti-OTAN à Bruxelles le 13 juin 2021

Dans un article traitant de l'ordre du jour de son sommet de 2021, l'OTAN déclare que le sommet de cette année arrive à « un moment charnière pour l'Alliance et pour la sécurité collective. En ces temps de rivalités géopolitiques, les Alliés intensifient leurs efforts face aux défis présents et futurs, parmi lesquels le comportement agressif récurrent de la Russie, le terrorisme, les cyberattaques et les technologies de rupture, la montée en puissance de la Chine, et les incidences du changement climatique sur la sécurité. »



Comme si l'OTAN n'était pas la création des États-Unis en premier lieu, sous le commandement des États-Unis à tout moment, les médias rapportent que Joe Biden a donné à l'OTAN le soutien sans équivoque des États-Unis, contrairement à Donald Trump qui lançait l'idée qu'il allait s'en débarrasser complètement et ne perdrait pas son temps à permettre aux alliés des États-Unis de faire du trouble en exprimant leurs contradictions. « Les États-Unis sont pleinement engagés dans notre alliance de l'OTAN, et je me réjouis de vos investissements croissants dans les capacités militaires qui permettent nos défenses communes », a déclaré le président américain Joe Biden lors d'une session en ligne de la Conférence sur la sécurité de Munich le 19 février. Il a également confirmé l'engagement des États-Unis à l'égard de la défense dite collective de l'OTAN, ajoutant : « Une attaque contre l'une de ses parties est une attaque contre toutes ses parties. C'est notre engagement inébranlable. »

Avec le retour au bercail des États-Unis, cette crise de la menace existentielle évitée, l'OTAN affirme que ce sommet offre « une occasion unique de renforcer le lien qui unit l'Europe et l'Amérique du Nord et de préparer l'OTAN pour l'avenir. C'est pour laquelle l'initiative OTAN 2030, qui vise à poursuivre l'adaptation de l'Alliance, est au coeur des discussions du sommet de Bruxelles. » OTAN 2030 sera le principal point à l'ordre du jour du sommet de cette année.

Le Canada sera représenté au sommet de l'OTAN par le premier ministre Justin Trudeau. Dans un

communiqué de presse publié le 2 juin par le cabinet du premier ministre, on peut lire : « Au Sommet de l'OTAN, le premier ministre Trudeau et d'autres dirigeants renouvelleront leur engagement à contrer les menaces et les défis qui pourraient survenir au chapitre de la sécurité transatlantique. Ils renforceront leurs engagements communs en matière de sécurité qui permettent d'assurer la sécurité de nos populations. » On lit également que l'« OTAN est l'une des pierres angulaires de la politique du Canada en matière de sécurité internationale. Il s'agit de la principale tribune mondiale pour mobiliser les autres pays sur les enjeux relatifs à la défense et à la sécurité transatlantiques. »

Rien ne saurait être plus faux. Aucun des points à l'ordre du jour du Sommet de l'OTAN ne répond aux préoccupations fondamentales des Canadiens, à savoir une économie indépendante capable de produire tout ce dont le peuple a besoin, et non une économie asservie aux besoins de la machine de guerre et de l'économie de guerre des États-Unis. L'OTAN et son programme belliciste sont en contradiction directe avec les aspirations des Canadiens à entretenir des relations pacifiques et amicales avec les autres pays, et de recourir à une véritable diplomatie, et non à la diplomatie coercitive qui est la spécialité des États-Unis et que le Canada pratique également, pour régler les différends entre les pays. Aucun des points à l'ordre du jour du sommet ne traite de la nécessité pour les Canadiens d'avoir leur mot à dire sur toutes les questions qui affectent leur vie.

L'OTAN est une relique de la guerre froide qui représente un danger pour l'humanité. Ce que l'OTAN appelle la préparation de l'avenir ne fait que promettre davantage de destruction, de désespoir et de régression, et non le progrès de l'humanité. Le Canada doit se retirer de l'OTAN et l'OTAN doit être démantelée.



Note

1. En 1949, l'OTAN comptait 12 membres fondateurs : la Belgique, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Les autres pays membres sont : Grèce et Turquie (1952), Allemagne (1955), Espagne (1982), République tchèque, Hongrie et Pologne (1999), Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie (2004), Albanie et Croatie (2009), Monténégro (2017) et Macédoine du Nord (2020).

(Avec des informations de www.nato.int. Photos : C. Le Paige, L. De Brabander)

La Chine comme menace et la fraude des valeurs de l'OTAN

- Margaret Villamizar -



À bruxelle le 13 juin 2021

À la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, le 1er juin, consacrée à la préparation du sommet de Bruxelles, le secrétaire général de l'Alliance Jens Stoltenberg a souligné que le programme OTAN 2030 vise à renforcer le rôle de l'OTAN dans la préservation de l'ordre international fondé sur des règles, qui, selon lui, est remis en question par des régimes autoritaires comme la Russie et la Chine. Pour ce faire, a-t-il déclaré, il faut renforcer les partenariats existants et en créer de nouveaux, notamment en Asie-Pacifique, en Afrique et en Amérique latine. En d'autres termes, il s'agit d'étendre le champ d'action de l'OTAN à des régions situées bien au-delà de l'Atlantique Nord, aux régions voisines de la Chine et dans des régions où les États-Unis sèment le trouble en s'ingérant dans les affaires de la Chine et en lui disputant agressivement en particulier son influence et ses marchés.

Le 4 juin, lors d'un événement organisé à Washington par l'OTAN, le Conseil allemand pour les relations internationales et la Brookings Institution, où l'un des principaux sujets de discussion était la Chine, Jens Stoltenberg a déclaré que le communiqué qui sera approuvé lors du sommet contiendra « beaucoup plus de langage sur la Chine que nous n'en avons jamais eu auparavant ». Il a affirmé que l'OTAN ne déclarait pas que la Chine est un adversaire, cependant il l'a décrite à toutes fins pratiques comme une menace pour la domination mondiale des États-Unis et a exhorté les autres membres de l'Alliance à emboîter le pas aux États-Unis concernant la Chine, dans l'esprit, sinon la lettre, de l'article 5 de l'OTAN sur la « défense » collective, qui stipule qu'une attaque contre un membre de l'OTAN est une attaque contre tous ses membres. C'est sur cette base que, peu après les attentats du 11 septembre 2001, le Canada et plusieurs pays européens ont été entraînés dans la guerre des États-Unis en Afghanistan, un acte d'agression éhonté dans lequel l'agresseur prétendait agir en légitime défense.

Le secrétaire général de l'OTAN a voulu souligner l'importance pour l'Europe et l'Amérique du Nord de travailler ensemble et de surmonter les divergences qui se sont particulièrement accentuées pendant la présidence de Donald Trump. Il a déclaré à Washington que l'OTAN était devenue « encore plus précieuse » pour les États-Unis, car c'est un grand avantage pour eux de ne pas avoir à affronter seuls les « conséquences sécuritaires » de la montée de la Chine et du changement de l'équilibre mondial des forces, mais de pouvoir compter sur les 29 autres membres de l'alliance à leurs côtés. (Dans le même ordre d'idées, le président américain Joe Biden, à son arrivée en Angleterre le 9 juin, a souligné son soutien à l'OTAN et s'est démarqué de son prédécesseur dans son discours devant les troupes américaines stationnées à la Royal Air Force Mildenhall, en déclarant qu'au sommet de l'OTAN, il fera clairement savoir que « l'engagement des États-Unis envers notre alliance de l'OTAN dans l'article 5 est solide comme le roc ».)



Dans son plaidoyer en faveur du bellicisme des États-Unis contre la Chine, Jens Stoltenberg a parlé du fait que les États-Unis ne sont plus le chef de file incontesté dans tous les domaines, que la Chine les dépassera bientôt en termes de taille de l'économie. Il a ajouté que la Chine cherchait à contrôler les infrastructures critiques dans les pays de l'OTAN et dans le monde entier et qu'elle était à la fine pointe de certaines des technologies les plus importantes, notamment certains secteurs de l'intelligence artificielle et des systèmes autonomes. Il a également sonné l'alarme en affirmant que la Chine possède déjà le deuxième plus grand budget de défense et la plus grande marine et qu'elle investit lourdement dans les capacités militaires avancées. Il n'a pas été nécessaire de dire que si la capacité militaire de la Chine approche celle des États-Unis, ce serait intolérable pour la puissance « indispensable » qui dirige l'OTAN. Sur la base de cette logique belliciste, il est justifié de renforcer les préparatifs de guerre.

Dans le même ordre d'idées, Jens Stoltenberg a clairement indiqué que le « partage du fardeau » reste toujours à l'ordre du jour de l'OTAN, ce qui signifie que les membres de l'OTAN doivent continuer d'augmenter leurs budgets militaires jusqu'à au moins 2 % de leurs dépenses nationales, peu importe l'ampleur de l'augmentation de leur dette et de leurs déficits à cause de la pandémie et des stratagèmes pour payer les riches qui l'accompagnent, et quelle que soit l'importance de la revendication des peuples dans leurs pays qui exigent une réduction, et non une augmentation, des dépenses militaires.

Les valeurs de l'OTAN

Un autre problème avec la Chine est qu'elle ne partage pas les valeurs de l'OTAN, a déclaré Jens Stoltenberg. Les valeurs que l'OTAN affirme défendre ont été exprimées différemment à différentes époques et à différentes fins. Toutefois, en signant le Traité de l'Atlantique Nord de l'époque de la guerre froide pour devenir membre de l'OTAN, un pays déclare son engagement à « sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit ... à favoriser dans la

région de l'Atlantique Nord le bien-être et la stabilité ...[et] à unir leurs efforts pour leur défense collective et pour la préservation de la paix et de la sécurité ».

En fait, l'OTAN n'a jamais travaillé pour la préservation de la paix et la sécurité des peuples d'Europe, mais bien pour établir des structures politiques et militaires qui prive les peuples de tout pouvoir. Sa participation à au moins trois guerres d'agression menées par les États-Unis (contre la Yougoslavie, l'Afghanistan et la Libye) apporte toutes les preuves nécessaires pour montrer que l'OTAN n'est pas une force de paix ou de sécurité. En ce qui concerne l'état de droit, l'OTAN parle de moins en moins de la nécessité de défendre le droit international et l'état de droit, se référant à la place à sa mission de défendre et de préserver « l'ordre international fondé sur des règles ». L'état de droit repose sur des normes publiques reconnues pour juger de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas, de ce qui constitue un crime et de la punition qui lui est associée. La fraude de ce que l'on appelle un « ordre international fondé sur des règles » est qu'il y a ceux qui contrôlent les règles et exercent leur

propre pouvoir discrétionnaire sur ce qui doit être fait pour suivre les règles et quelles sont les sanctions en cas de non-respect de celles-ci. Lorsque les États-Unis ou les États-Unis et l'OTAN se donnent le droit de faire respecter les règles qu'ils édictent et imposent aux autres pays, généralement par des mesures coercitives pouvant aller jusqu'à l'intervention militaire pour démettre leurs gouvernements, ils agissent au mépris du droit international. La défense de l'ordre international fondé sur des règles, dont l'OTAN a fait la pièce maîtresse de sa mission, est l'antithèse de l'état de droit et ne représente rien d'autre que la loi du plus fort.

Quant à la démocratie que défend l'OTAN, elle consiste à empêcher tout peuple de s'investir du pouvoir de décision. Aujourd'hui, alors que la lutte porte précisément sur investir les peuples du pouvoir et établir de nouveaux arrangements afin que les peuples participent à la gouvernance et à l'orientation de l'économie et de la politique étrangère de leurs pays en leur faveur, l'OTAN n'a pas de leçons à donner sur la démocratie. Dans l'OTAN même, il n'y a pas de démocratie. L'Alliance prétend que les décisions prises par le Conseil de l'Atlantique Nord, qui sont prises sur la base de l'unanimité, sans vote, et que tous doivent accepter, sont l'« expression de la volonté collective de tous les pays membres ».

Il est temps de lever le tabou sur la discussion sur toutes ces questions, notamment sur le rôle de l'alliance agressive de l'OTAN dans le monde, sur la question de savoir si le Canada devrait être membre de l'OTAN ou non et si l'OTAN devrait même exister. Depuis la fondation de l'OTAN en 1949 jusqu'à aujourd'hui, aucune discussion ou aucun débat n'a eu lieu au parlement sur ces questions. L'adhésion du Canada à l'OTAN doit être considérée comme un fait accompli, point final. Il n'y a pas non plus de discussion sur le fait que les décisions qui sont prises par l'OTAN, un organisme supranational, sont ensuite imposées aux Canadiens sans aucune participation des députés et encore moins des Canadiens eux-mêmes.

Les Canadiens, ainsi que les Américains et les Européens, profitent de la tenue du sommet de l'OTAN pour organiser des actions et des événements comme des contre-sommets, afin d'avoir ces



discussions indispensables et faire des plans pour bâtir un mouvement qui exige que leurs pays sortent de l'OTAN et le démantèlement de l'OTAN. Joignez-vous à nous !



À Bruxelles le 13 juin 2021

(Sources : Ministère de la Défense des États-Unis, Asia Times, NPR. Photos : S. Nehirci, J.S. Forrest, L. De Brabander)

Les États-Unis intensifient leurs préparatifs de guerre contre la Chine tandis que l'OTAN étend son emprise jusqu'en Asie-Pacifique

- Steve Ruchinski et Phillip Fernandez -



D'ici la fin de l'été, les États-Unis préparent le plus important exercice de guerre naval depuis une génération. Il se nomme simplement « Large Scale Exercice 2021 » (Exercice à grande échelle 2021) et son théâtre des opérations couvrira à la fois l'Europe et l'Asie-Pacifique. Près de 25 000 effectifs des États-Unis, de l'OTAN et de la région du Pacifique y seront déployés ainsi que des porte-avions, des sous-marins, des aéronefs et des vaisseaux sans équipage. Les Marines américains commanderont les opérations de l'Asie-Pacifique. Dire que les dirigeants politiques réunis au Sommet de l'OTAN le 14 juin préparent une guerre mondiale ne suffit pas à souligner la gravité de la situation.

L'Australie, le Japon, la République de Corée (RdC) et la Nouvelle-Zélande sont des « partenaires de l'OTAN » depuis quelque temps déjà et, en décembre 2020, ont participé pour la première fois à une réunion ministérielle des Affaires étrangères de l'OTAN. L'expansion mondiale du théâtre des opérations de l'OTAN est un élément clé d'Objectif OTAN 2030, non seulement dans la région de l'Asie-Pacifique, mais aussi en Afrique et en Amérique latine.

Les États-Unis sont derrière cet ordre du jour mais d'autres puissances de l'OTAN ont leurs propres intérêts à vouloir étendre leurs activités jusque dans la région de l'Asie-Pacifique, et elles le font soit de façon indépendante ou de concert avec d'autres États membres de l'OTAN. Bien sûr, on prétend que tout est fait au nom des « droits de la personne », de défendre un « ordre international fondé sur les règles », la « primauté du droit », ainsi de suite. En réalité, on assiste plutôt à une démarche des démocraties libérales qui font partie intégrante du système des États impérialistes, avec l'impérialisme américain en tant que puissance « indispensable », qui cherchent à soumettre le monde, et en particulier la Chine et la Russie, au diktat américain et aux intérêts occidentaux.



L'Association canadienne pour l'OTAN (ACPO), qui fait partie de l'aile politique de l'OTAN, l'a affirmé de façon éhontée dans un récent article. Elle écrit : « Le président Biden affirme que la concurrence avec la Chine est une mesure qui s'impose pour que la démocratie, la primauté du droit et un système économique fondé sur les règles puissent essentiellement continuer d'agir pour la stabilité et la paix. Néanmoins, la stratégie des États-Unis vise aussi à satisfaire l'orgueil démesuré des États-Unis et leurs efforts pour conserver le prestige hégémonique qu'ils ont toujours dans la région indo-pacifique et à l'échelle mondiale. »

L'ACPO a aussi souligné que le Royaume-Uni tente aussi de consolider ses ententes de sécurité avec le Japon, Brunei et les anciens États coloniaux dans l'Asie du Sud-Est et dans la région du Pacifique occidental, tandis que la France invoque ses territoires d'outre-mer (Mayotte, La Réunion, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française) pour prêter légitimité à l'expansion de sa présence militaire et à ses revendications de souveraineté territoriale dans la région indo-pacifique.

À peine avait-il été assermenté que le président Biden a commencé à intensifier les préparatifs de guerre des États-Unis contre la Chine. Dès leurs premiers voyages internationaux, les représentants du cabinet de Biden, le secrétaire d'État Antony Blinken et le secrétaire à la Défense Lloyd Austin, ont visité en mars le Japon et la Corée du Sud, un volet de leur tournée anti-Chine qui a mené au Sommet en Alaska avec les représentants gouvernementaux hauts-placés de la République populaire de Chine.

Avant la tournée, le 12 mars, il y a eu une réunion virtuelle des chefs d'État du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (DQS) nommé communément le Quad, composé des États-Unis, de l'Inde, de l'Australie et du Japon, où Biden a obtenu un engagement renouvelé à « l'esprit du Quad ». Jusqu'ici, il s'agit d'une alliance informelle, initiée en 2007. Cependant, lorsque Mike Pompeo était secrétaire d'État, il avait rencontré les membres du Quad pour les inciter à devenir un « OTAN asiatique » ayant « des objectifs géopolitiques et de sécurité partagés. »

En mars, le secrétaire d'État Blinken a annoncé très clairement, avant d'entreprendre sa tournée, ce que les États-Unis entendent par préserver un « ordre international fondé sur les règles ». Il a dit :

« La Chine est le seul pays qui a la puissance économique, diplomatique, militaire et technologique voulue pour sérieusement mettre en péril un système international stable et ouvert — toutes les règles, valeurs et relations **qui font en sorte que le monde fonctionne tel que nous le voulons.** » (*notre souligné*)

Le 16 mars, au Japon, Blinken et Austin ont souligné que les États-Unis et le Japon travailleront ensemble pour contrer les efforts déstabilisateurs de la Chine. La Chine, ont-ils dit, a recours à la coercition et à l'agression contre Hong Kong et Taïwan. Elle va à l'encontre des droits de la personne à Xinjiang et au Tibet, et elle fait des revendications maritimes dans la Mer de Chine méridionale en violation du droit international. Le Japon s'est avancé pour soutenir les États-Unis en réitérant leurs accusations « d'actes agressifs de la Chine dans le détroit de Taïwan » ainsi que leurs revendications territoriales dans la Mer de Chine méridionale.

Les déclarations faites suite à leur escale en RdC ont été moins acerbes, de la part de la RdC du moins, mais la formulation subtile et les efforts pour ne pas parler de l'ingérence directe dans les affaires de la Chine n'ont pas échappé à l'attention de cette dernière.

Au sommet tenu en Alaska, qui a inclus la participation de Yang Jiechi, membre du Bureau politique du Parti communiste de Chine et directeur du Groupe dirigeant central des Affaires étrangères, et du ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi, Blinken et Austin se sont donnés en spectacle devant les médias en confrontant et en sermonnant la Chine. Le Conseil de l'Atlantique, un groupe de réflexion qui fait partie de l'aile politique de l'OTAN, a salué leurs prestations comme étant essentiel pour que l'administration Biden fasse comprendre à la Chine que les États-Unis « agissent en position de force ».

Les représentants chinois, cependant, ont répondu qu'« en présence des représentants chinois, les États-Unis ne sont pas aptes à parler à la Chine en position de force ». Le premier ministre des Affaires étrangères, Wang, a dit : « La vieille habitude d'un comportement hégémonique de la part des États-Unis qui cherche à s'ingérer volontairement dans les affaires internes de la Chine doit changer ». Les médias chinois ont décrit le Sommet en Alaska comme « une confrontation ouverte sans précédent entre la Chine et les États-Unis » à laquelle « l'histoire accordera sans doute une grande importance ».

Les efforts « diplomatiques » de Biden en mars ont immédiatement été suivis par de nombreux exercices militaires dans la région. Les forces navales des pays du Quad se sont réunis pour la première fois du 5 au 7 avril pour un exercice portant le nom de *La Pérouse*, dirigé par la marine française. Cet exercice a été décrit de la même façon, comme quoi il visait à manifester « les valeurs partagées par des marines amicales veillant à la sécurité maritime et manifestant un engagement à un ordre international fondé sur les règles, incluant la région indo-pacifique ».

Et pourtant, au lendemain même de *La Pérouse*, le 7 avril, le commandant de la Septième flotte américaine a publié un communiqué de presse déclarant : « L'*USS John Paul Jones* a affirmé ses droits et libertés de navigation à approximativement 130 miles nautiques à l'ouest de l'archipel de Lakshadweep à l'intérieur de la zone économique exclusive de l'Inde (ZEE) sans demander à l'Inde son consentement préalable, conformément au droit international » et que c'était fait intentionnellement pour contester les « revendications maritimes excessives » de l'Inde. Selon les médias indiens, le gouvernement indien a été estomaqué que les États-Unis aient publié un tel communiqué de presse.

Bien que les États-Unis aient fréquemment mené de la surveillance et recueilli des renseignements dans la ZEE de l'Inde, c'était la première fois qu'une déclaration publique avait été faite par les États-Unis pour justifier un acte d'agression dans le but de contester les revendications de souveraineté d'un pays sur ses propres eaux territoriales. Il faut mentionner que l'Inde est

signataire de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS) en 1995. L'UNCLOS stipule que « les dispositions de la convention n'autorise pas d'autres États à mener dans la zone économique exclusive ni sur le plateau continental des exercices ou des manoeuvres militaires, en particulier lorsque des armes ou explosifs sont utilisés sans le consentement de l'État côtier. »

Les États-Unis n'ont pas signé l'UNCLOS, déclarant qu'il n'était pas dans leur intérêt national de le faire. Le protocole de Liberté de navigation du département de la Défense des États-Unis déclare que , qu'il s'agisse d'amis ou d'ennemis, « le département de la Défense conteste les revendications maritimes excessives mises de l'avant par un grand nombre d'États côtiers, y compris alliés, partenaires, ainsi que d'autres nations à l'échelle mondiale, dans le but de maintenir la mobilité mondiale des forces américaines ».

Ce n'est qu'un exemple de comment « l'ordre international fondé sur les règles » que défendent les États-Unis et l'OTAN est en violation du droit international. Les règlements sont fabriqués de toutes pièces par les États-Unis « pour que le monde fonctionne tel que nous le voulons ».

À la mi-avril, le Groupe d'attaque aéronaval *USS Theodore Roosevelt* et le Groupe d'intervention amphibie de l'île Makin de la Flotte américaine du Pacifique ont mené des « opérations de force de frappe expéditionnaires » dans la Mer de Chine méridionale. L'opération était d'une telle ampleur qu'elle a été perçue par toute l'Asie comme une provocation majeure contre la Chine. La Chine a répondu du tac au tac en y menant ses propres exercices.

En plus de l'exercice navale française auquel les pays du Quad ont participé pour la première fois, la Grande-Bretagne aussi intensifie sa présence militaire dans la région de l'Asie-Pacifique. Le 1er mai, le Groupe d'attaque aéronaval du Royaume-Uni est parti rejoindre le « Exercise Strike Warrior » de l'OTAN dans la Mer du Nord, dans lequel ont participé 20 navires de guerre, trois sous-marins et 150 aéronefs provenant de 11 pays, après quoi il est parti vers l'Asie-Pacifique. Le secrétaire britannique de la Défense Ben Wallace, a dit : « Lorsque notre Groupe d'attaque aéronaval mettra les voiles, ils arborera le drapeau de la Grande-Bretagne mondiale en tant qu'expression de notre influence et symbole de notre puissance et de notre engagement envers nos amis comme quoi nous relèverons les défis à la sécurité d'aujourd'hui et de demain et, ce faisant, le Royaume-Uni ne fait aucun pas en arrière mais vogue de l'avant, jouant un rôle actif à façonner le système international du XXIe siècle. »



La levée des directives sur les missiles, résultant du sommet entre Biden et Moon en mai, est l'expression d'une autre escalade des préparatifs de guerre des États-Unis. La RdC n'a plus à se soumettre à aucune restriction en ce qui concerne la portée et le calibre des systèmes de missiles. C'est ce que la Rand Corporation, un autre « groupe de réflexion » belliciste américain, met de l'avant comme pierre angulaire de la politique sur la Corée de Biden. Rand Corp a publié un article au début de cette année, faisant la recommandation suivante : « La réponse des États-Unis et de la RdC doit être de rehausser leur crédibilité concernant la dissuasion en : 1) retardant le transfert du contrôle opérationnel en temps de guerre (OPCON) [ce qui voudrait dire que les États-Unis maintiendraient le contrôle de tous

les systèmes de missiles de la RdC — note de la rédaction] et 2) mettant en oeuvre le système de défense de missiles antibalistiques et d'autres formes de défense. Cependant, si ces deux réponses concertées ne réussissent pas, la RdC pourrait devoir envisager de développer et de déployer ses propres capacités en matière d'armes nucléaires ».

Un critique des affaires internationales, Kim Myong Choi, a succinctement fait valoir que la communauté internationale devrait s'inquiéter des graves actes de provocation menés aux vu et au su de tous par les États-Unis plutôt que de s'acharner sur les mesures que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) est forcée de prendre pour se défendre contre l'agression américaine. La RPDC souligne que les États-Unis et la RdC ont mené 110 exercices de guerre d'ampleurs variables en 2018, plus de 190 en 2019, et 170 en 2020.

Depuis l'investiture de Biden, les préparatifs de guerre des États-Unis contre la Chine, en particulier dans la région de l'Asie-Pacifique, s'intensifient et représentent un danger à la paix et la sécurité de la région et du monde. Les platitudes au sujet d'un « ordre international fondé sur les règles » ne sont rien de moins qu'une version de « la loi du plus fort ». Nous devons intensifier la lutte contre le danger de guerre, affirmer le droit d'être de toutes les nations et de tous les peuples du monde et la nécessité de nouvelles relations internationales fondées sur un internationalisme prolétarien moderne.

La Grande-Bretagne effectue son plus grand déploiement naval et aérien depuis la guerre des Malouines en 1982



La Grande-Bretagne a lancé son plus grand déploiement de puissance de feu navale et aérienne britannique depuis la guerre des Malouines en 1982. Le déploiement massif se dirige vers les régions de la Méditerranée, de l'océan Indien et de l'Asie-Pacifique. Le porte-avion *HMS Queen Elizabeth* est à la tête du groupe d'attaque aéronavale (groupe d'attaque aéronavale 21, également connu sous le nom d'opération Fortis) qui est parti le 24 mai pour une mission de 28 semaines. C'est une mission appuyée par l'OTAN, a déclaré le secrétaire britannique à la Défense Ben Wallace. Son but, a-t-il dit, est que le Royaume-Uni « [projette] notre influence, [signale] notre

puissance ». Plus précisément, le ministère de la Défense déclare que le déploiement fait partie du « réalignement du Royaume-Uni sur la région indo-pacifique » pour, selon lui, « renforcer les partenariats de défense importants » dans la région.

Le Groupe d'attaque aéronavale comprend un escadron de 10 avions de combat F-35 de l'US Marine Corps, un sous-marin d'attaque armé de missiles Tomahawk, deux destroyers, un certain nombre d'autres cuirassés et la plus grande quantité d'hélicoptères affectés à un seul groupe opérationnel britannique en une décennie. Le groupe d'attaque s'arrêtera dans plus de 100 ports répartis dans plus de 40 pays pour participer à plus de 70 exercices de combat. La dernière étape du voyage conduira le groupe d'attaque en mer de Chine méridionale, près de Taïwan et se terminera par des exercices militaires avec le Japon.

En mai, avant son départ pour l'Asie, le Groupe d'attaque aéronavale 21 a participé à des exercices de guerre massifs baptisés « Exercise Strike Warrior » dans les eaux du nord-ouest de l'Écosse. À l'époque, le secrétaire à la Défense déclarait : « Lorsque notre Groupe d'attaque aéronavale appareillera le mois prochain, il arborera le drapeau de la Grande-Bretagne mondiale — projetant notre influence, signalant notre puissance, engageant nos amis et réaffirmant notre engagement à relever les défis de sécurité d'aujourd'hui et de demain ... le Royaume-Uni ne recule pas mais vogue pour jouer un rôle actif dans le façonnement du système international du XXI^e siècle. »

Le Groupe d'attaque aéronavale 21 a été déployé à l'approche de la réunion du G7 organisée par la Grande-Bretagne, que la Grande-Bretagne prétendait être « le groupe le plus important de pays démocratiques ». Envoyer une flotte de combat en Asie pour la première fois depuis le début de la guerre de Corée en 1950, apporter son soutien aux opérations de l'OTAN en mer Noire et entrer dans la mer de Chine méridionale pour y renforcer les provocations américaines, ce sont indéniablement des provocations militaires dangereuses. « Battre le drapeau de la Grande-Bretagne mondiale » est une politique désespérée en proie à la crise selon laquelle les dépenses militaires et les préparatifs de guerre peuvent réussir à imposer les soi-disant valeurs partagées des démocraties impérialistes aux peuples d'Asie. Ce ne sera pas le cas. Déjà, les guerres du XX^e siècle ont prouvé que ce n'est pas la puissance militaire qui prévaut mais les peuples unis derrière la cause de l'humanité pour la liberté, la démocratie, la paix et la justice.



Manifestation au sonnet du G7 à Cornwall, le 12 juin 2021

À titre d'information

Les missions en cours de l'OTAN

Voici les missions de l'OTAN présentement en cours.

Kosovo

À ce jour, environ 3 500 soldats de pays membres ou « partenaires » de l'OTAN opèrent au Kosovo dans le cadre de la Force pour le Kosovo (KFOR). L'OTAN a des troupes stationnées au Kosovo depuis 1999 après avoir participé à la guerre aérienne menée par les États-Unis contre l'ancienne Yougoslavie.

Afghanistan

L'OTAN assure actuellement la direction de la mission *Operation Resolute Support*, qui a été lancée le 1er janvier 2015. Elle est décrite comme « une mission non combattante qui offre formation, conseil et assistance aux forces et aux institutions de sécurité afghanes ». L'OTAN déclare que le cadre juridique de la mission s'appuie sur une invitation officielle du gouvernement afghan ainsi que sur la Convention sur le statut des forces (SOFA) conclue entre l'OTAN et l'Afghanistan dans le cadre de la guerre et l'occupation menée par les États-Unis.

En avril, l'OTAN a annoncé que les Alliés ont décidé d'entamer le retrait des forces d'Afghanistan, un processus qui devrait être achevé « en quelques mois ». Les troupes de l'OTAN et celles des 36 « pays partenaires » qui sont actuellement au nombre de 10 000, vont rester en place, dans le cadre de ce que l'OTAN appelle un « partenariat durable » avec l'Afghanistan.

Irak

La mission de l'OTAN en Irak a été officiellement lancée au sommet de Bruxelles, en juillet 2018, « suite à la demande du gouvernement irakien et en coordination avec la coalition mondiale contre l'EIL ». L'OTAN dit qu'il s'agit d'une mission « non combattante de formation et de renforcement des capacités à laquelle participent des centaines de formateurs [qui] aident les forces irakiennes à sécuriser leur pays et, plus largement, la région face au terrorisme ainsi qu'à prévenir la résurgence de l'EIL ». Le Canada a dirigé la mission pendant les deux premières années. En février 2021, il a été annoncé que les ministres de la Défense de l'OTAN avaient accepté de porter le nombre de soldats pour la mission de 500 à 4 000.

L'Europe de l'Est et la région baltique

L'OTAN a ce qu'elle appelle un groupement tactique de présence avancée renforcée sous la forme de quatre groupements tactiques prêts au combat basés en Estonie, Lettonie, Lituanie et Pologne. Ces groupements tactiques sont dirigés respectivement par le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne et les États-Unis. Le groupement tactique que commande le Canada comprend environ 1 400 soldats. Le ministère de la Défense nationale du Canada affirme que « ces groupements tactiques indiquent clairement qu'une attaque contre un Allié sera considérée comme une attaque contre l'ensemble de l'Alliance et représente le plus grand renforcement de la défense collective de l'OTAN depuis une génération ». Malgré les prétentions de légitime défense, ces troupes font partie de l'agression États-Unis-OTAN contre la Russie.

Forces navales présentes en Méditerranée et la mer Noire

L'OTAN dispose de quatre groupes maritimes permanents multinationaux intégrés dotés d'une

capacité d'intervention immédiate. Les opérations maritimes de routine de l'OTAN dans la région comprennent des éléments tels que la connaissance de la situation (visant principalement à surveiller les activités russes) et la lutte contre le terrorisme en mer. Si les membres de l'OTAN le décident, la mission pourrait également accomplir d'autres tâches décrites comme le respect de la liberté de navigation, la conduite d'interdictions maritimes et la protection des infrastructures critiques. L'OTAN gère également un « programme d'exercices maritimes et conjoints » qui, selon elle, est essentiel pour l'interopérabilité et l'amélioration des compétences de base en matière de combat. Ses groupes maritimes opèrent conjointement avec des navires de guerre des États-Unis et ceux d'autres pays, dont le Canada.

Police du ciel

L'OTAN a une force permanente engagée dans la « police du ciel » au-dessus de l'Albanie, du Monténégro et de la Slovénie, ainsi que dans la région de la Baltique, qu'elle dit fait partie de sa défense collective, par cela il faut comprendre de cibler la Russie. La présence avancée sur mesure de l'OTAN dans la région implique la présence 24 heures sur 24, et 7 jours par semaine, d'avions de combat prêts à réagir rapidement aux violations de l'espace aérien.

Défense aérienne et antimissile intégrée

Dans le cadre du système Défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN, la Turquie, la Roumanie, l'Allemagne et la Pologne hébergent différentes parties du système de défense antimissile balistique (DAB) de l'OTAN. L'Espagne dispose de quatre navires compatibles avec le DAB disponibles dans une base navale à utiliser si nécessaire.

L'Afrique

Depuis juin 2007, l'OTAN appuie la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) en fournissant un soutien en matière de transport aérien et maritime aux troupes qu'elle qualifie de maintien de la paix en Somalie. Elle apporte un soutien à la Force africaine en attente (FAA) destinée à être déployée en Afrique en période de crise. L'OTAN dit qu'elle présente des points de ressemblances avec sa propre Force de réaction qu'elle décrit comme « une force multinationale à haut niveau de préparation et à la fine pointe de la technologie, regroupant des éléments des forces terrestres, aériennes, maritimes et d'opérations spéciales (SOF) que l'Alliance peut déployer rapidement partout où cela est nécessaire ».

(Sources : OTAN.int, MDN)

OTAN 2030

OTAN 2030, est le thème principal du sommet de l'OTAN de cette année. Il s'agit d'une série de propositions du secrétaire général Jens Stoltenberg pour définir l'orientation future de l'OTAN en 2030 dont le but est de « faire en sorte que l'Organisation reste forte militairement, qu'elle se renforce davantage encore sur le plan politique, et que son action s'inscrive dans une approche plus ouverte sur le monde ». Ces propositions seraient issues de consultations avec un groupe d'experts nommés par Stoltenberg, 14 « jeunes leaders » qu'on dit être des professionnels âgés de 25 à 35 ans provenant de pays de l'OTAN, et « de parlementaires, de représentants de la société civile, d'experts des secteurs public et privé ».

Le site Web de l'alliance appelle OTAN 2030 « Un programme transatlantique pour l'avenir », qui

est divisé en neuf grands champs d'action. Les extraits ci-dessous donnent une idée de la façon dont l'OTAN cherche à militariser davantage tous les aspects de la société et à imposer l'ordre du jour des impérialistes américains. :

I. Approfondir les consultations politiques

« [...] L'OTAN va conforter son rôle d'enceinte indispensable pour les consultations transatlantiques en matière de sécurité et de défense. »

II. Renforcer la dissuasion et la défense

« Depuis 2014, l'Alliance procède au plus important renforcement de son dispositif de défense collective depuis une génération ; elle s'est notamment dotée de davantage de forces, à un niveau de préparation plus élevé, et a effectué de nouveaux déploiements sur les territoires de ses pays membres. Lors du sommet, les dirigeants prendront des décisions visant à accroître encore la capacité de l'OTAN à assurer la dissuasion et la défense contre tout adversaire potentiel, et amélioreront ainsi sa disponibilité opérationnelle, sa réactivité et sa capacité à consolider ses forces. »



III. Accroître la résilience

« Élargir sa conception de la sécurité implique, pour l'Alliance, de mettre davantage encore l'accent sur la résilience, y compris celle des infrastructures, des chaînes d'approvisionnement et des communications. La résilience est la première ligne de défense de l'Alliance, une condition essentielle pour lui permettre de mener à bien ses trois tâches fondamentales que sont la défense collective, la gestion de crise et la sécurité coopérative. Elle est incontournable si l'on entend repousser des adversaires potentiels qui emploient des outils militaires, politiques et économiques pour fragiliser les sociétés des pays de l'OTAN et porter atteinte à leur sécurité. Les forces armées des pays de l'Alliance ont également besoin d'infrastructures et de services civils résilients pour pouvoir opérer efficacement, que ce soit en temps de paix, de crise ou de conflit, ou encore durant une pandémie, comme c'est le cas en ce moment. »

IV. Augmenter l'avance technologique

« Les innovations technologiques sont en train de modifier les notions mêmes de paix, de crise et de conflit. Face à l'intensification des rivalités géopolitiques, les pays de l'Alliance ne peuvent plus considérer leur avance technologique comme acquise. L'OTAN, cadre indispensable pour ce qui est de la coopération transatlantique concernant tous les aspects « sécurité » des technologies émergentes et des technologies de rupture, est déterminée à demeurer à l'avant-garde. Il y a quelques années, les Alliés ont identifié sept technologies émergentes et de rupture essentielles : intelligence artificielle, données et informatique, systèmes autonomes, technologies quantiques, biotechnologies, technologies hypersoniques et espace. Ils ont récemment adopté une stratégie pour leur mise en oeuvre, qui définit la manière dont l'OTAN va collaborer avec des partenaires, des universités et des représentants du secteur privé (y compris des startups) en vue de développer ces technologies plus rapidement, et de renforcer ainsi la base industrielle de l'Alliance.

« Dans le cadre de l'initiative OTAN 2030, le secrétaire général a proposé la création d'un nouvel

accélérateur d'innovation de défense destiné à promouvoir la coopération transatlantique en matière de technologies critiques et à préserver l'aptitude des Alliés à travailler ensemble. Cet accélérateur permettra également de mieux capter l'innovation civile, de faciliter l'adaptation aux nouvelles technologies et de les adopter plus rapidement, en stimulant encore davantage la collaboration avec les partenaires, le monde universitaire et le secteur privé, en particulier les startups. »

V. Soutenir l'ordre international fondé sur des règles

« Pour ce qui est de défendre l'ordre international fondé sur des règles, des pays comme la Russie ou la Chine ne partagent pas les valeurs de l'Alliance et sont à l'avant-garde d'une offensive contre cet ordre. Cela n'est pas sans conséquence pour la sécurité, les valeurs et le processus démocratique des pays de l'Alliance. Si elle veut continuer de réussir dans sa mission et assurer la défense et la sécurité de la zone euro-atlantique, l'OTAN doit jouer un plus grand rôle s'agissant de préserver et de façonner l'ordre international fondé sur des règles, dans des domaines importants pour la sécurité de ses membres. Cela suppose notamment que les Alliés parlent d'une seule voix pour défendre leurs valeurs et intérêts communs. Dans le cadre de l'initiative OTAN 2030, ils vont en outre prendre des décisions visant à approfondir les relations de l'OTAN avec des pays et organisations internationales de même sensibilité, un peu partout dans le monde, notamment dans la région Asie-Pacifique. »

VI. Donner un nouvel élan à la formation des partenaires

« Plus de stabilité pour les voisins de l'OTAN, c'est plus de sécurité pour l'OTAN elle-même. Ses années d'expérience ont appris à l'Alliance qu'il vaut mieux prévenir qu'intervenir. À tout moment, l'OTAN doit être prête à déployer des troupes afin de gérer une crise lorsque cela s'avère nécessaire. Cependant, de telles opérations sont coûteuses et peuvent difficilement durer. De plus, elles ne permettent pas forcément de traiter les causes profondes de l'insécurité et de l'instabilité.

« Aider les pays partenaires et former des forces au niveau local est, sur le long terme, un moyen plus efficace et moins coûteux d'agir contre l'insécurité, d'oeuvrer pour la stabilité et de lutter contre le terrorisme. »

VII. Lutter contre le changement climatique

« Cela fait des années que l'OTAN considère le changement climatique comme un danger pour la sécurité. Dans la région du Sahel, la sécheresse a attisé les conflits, provoqué des migrations et fait le lit du terrorisme. Dans l'Arctique, la fonte des glaces pourrait être à l'origine de nouvelles tensions géopolitiques.

« En mars, les pays de l'Alliance ont adopté un agenda sur le changement climatique et la sécurité, et l'OTAN travaille désormais, en vue du sommet, à l'élaboration d'un plan d'action ambitieux sur le changement climatique.

« L'OTAN a un rôle important à jouer dans trois domaines. Ainsi, elle entend devenir un modèle pour ce qui est de chercher à comprendre les conséquences du changement climatique sur la sécurité, de s'y adapter et de les atténuer. Dans cette optique, elle s'efforcera d'assurer un suivi et un contrôle bien plus étroits du changement climatique, d'évaluer l'impact de celui-ci sur les moyens et installations à l'échelle de l'Alliance et de réduire les émissions résultant des activités militaires, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif de zéro émission nette. »

VIII. Élaborer le prochain concept stratégique

« Le concept stratégique en vigueur, approuvé en 2010, a été bien utile à l'OTAN. Néanmoins, le

monde a fondamentalement changé au cours des dix dernières années. C'est pourquoi le moment est venu de s'adapter à un environnement de sécurité imprévisible et marqué par des rivalités croissantes.

« Au sommet, les dirigeants des pays de l'OTAN vont demander officiellement au secrétaire général de guider l'élaboration du prochain concept stratégique de l'Alliance. Le concept actualisé tiendra compte de l'importante adaptation qu'a opérée l'Organisation sur les plans militaire et politique depuis 2014, ainsi que des nouvelles réalités. Ce sera également l'occasion pour les Alliés de réaffirmer leur attachement aux valeurs qu'ils partagent et de définir une trajectoire commune pour l'avenir. »

IX. Investir dans l'Alliance

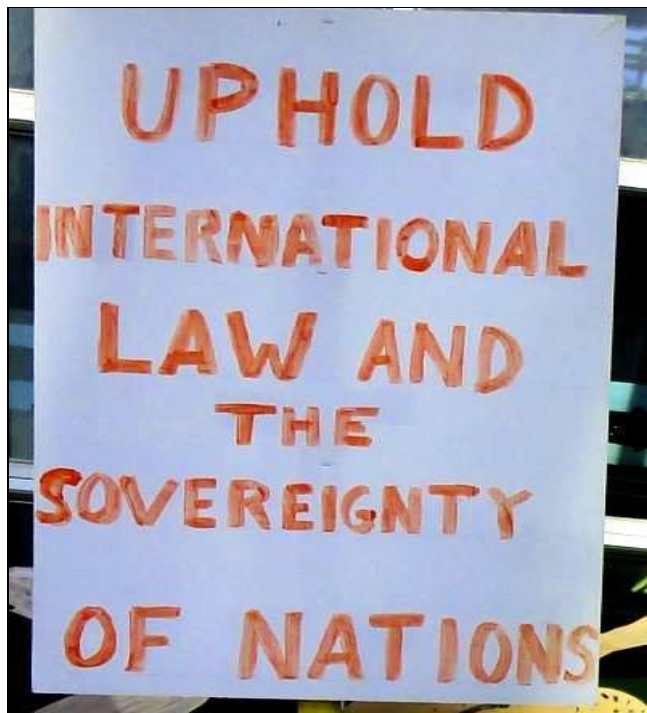
Pour traduire dans la réalité l'ambitieux agenda 2030, les Alliés vont devoir continuer d'investir dans la défense collective. L'Alliance est sur la bonne voie, grâce à sept années consécutives d'augmentation des dépenses de défense par les Alliés européens et le Canada. Il sera important de maintenir cet élan. Dans le même temps, les Alliés réfléchissent à la manière d'investir davantage ensemble, dans le cadre de l'OTAN, afin de pouvoir faire davantage ensemble. Lorsqu'ils mettent leurs ressources en commun, leur force est démultipliée, et c'est un moyen efficace d'accroître leur sécurité commune. Le recours au financement commun envoie également un message fort d'unité et de détermination, tant aux citoyens des pays de l'Alliance qu'aux adversaires potentiels de celle-ci. »

(www.nato.int)

La loi du développement inégal et le calcul des forces des puissances rivales

- Centre d'études idéologiques -

La prétention à la supériorité des États-Unis comprend le rôle des forces armées et la création de leur bureaucratie militaire, qui ont tous deux connu un important développement durant et après la Deuxième Guerre mondiale, et cela comprend les forces productives et la bureaucratie massive nécessaires à la construction d'armes nucléaires. L'appareil de la sécurité nationale est également formé, dont la CIA, le département de la Défense, le Conseil de sécurité nationale et le Comité des chefs d'état-major interarmées représentant toutes les branches des Forces armées dans un effort pour les unir. La justification donnée à l'époque était que pour fonctionner dans un ordre international, il est nécessaire de pouvoir donner une mesure précise des forces de toutes les puissances rivales en présence. Tout doit être rendu d'une certaine



manière intelligible, ou mesurable, afin d'effectuer le calcul des forces relatives de toutes les puissances

Ces efforts pour calculer les forces sont la réponse des États-Unis à une loi du développement social indépendante de leur volonté, la loi du développement inégal. Lénine a dit que toutes les puissances font un calcul de la force relative de toutes les autres puissances et d'elles-mêmes. Il faut que ce soit quelque chose que l'on puisse calculer, en utilisant des choses comme les niveaux de productivité, les forces armées, la force morale, etc. En faisant de tels calculs, les dirigeants sont confrontés à ce qui est nécessairement une mesure de la force qui est inégale en raison des développements historiques, du développement économique inégal et d'autres choses qui sont indépendantes de leur volonté. Il s'agit d'une manière différente d'envisager la question, différente par exemple de ce que disent les études publiées aujourd'hui par le Quincy Institute on Responsible Statecraft, qui affirme que les États-Unis ont planifié avant même la Deuxième Guerre mondiale de devenir une superpuissance mondiale. Ces groupes de réflexion donnent tous des considérations différentes sur les objectifs de la politique américaine, ce qui n'a rien à voir avec ce que les États sont obligés de faire, indépendamment de leur volonté, à savoir trouver une mesure de la force des puissances rivales en présence et des moyens de tester cette mesure. Un des principaux moyens utilisés pour tester cette mesure est la politique du bord de l'abîme de la corde raide. La politique du bord de l'abîme désigne la pratique d'un pays consistant à pousser un autre pays ou un conflit dangereux jusqu'aux limites pour déterminer les réactions et dans l'espoir d'obtenir le résultat qu'il considère comme lui étant le plus favorable.

Les conceptions de la sécurité nationale et de l'intérêt national développées par les États-Unis ne sont pas fondées sur la souveraineté des nations, grandes ou petites, ou sur des normes similaires de l'ONU, mais sur un ordre international fondé sur des règles. Les idéaux élevés de paix, de démocratie, de droits humains et de prospérité économique ne peuvent plus dissimuler la déclaration ouverte d'intention des États-Unis de dominer, quelles que soient les tensions qui en résultent. La politique du bord de l'abîme présente un danger très réel d'éclatement de guerres. C'est la base de la conception du droit de se défendre promue non seulement par l'OTAN mais aussi par les États-Unis et Israël, qui leur sert à justifier leur place au sein de leur soi-disant ordre international fondé sur des règles.



Pour l'opinion publique mondiale, ces prétentions n'ont aucun sens. Par exemple, les conventions internationales et le droit international indiquent clairement que l'occupant ne peut prétendre au droit de se défendre contre l'occupé. Par exemple, en ce qui concerne Israël, l'opinion publique mondiale le reconnaît, notamment que les colonisés ont le droit de s'opposer aux colonisateurs en utilisant la force.

Si l'opinion publique mondiale est d'accord avec une norme morale selon laquelle l'occupant ne peut prétendre à la légitime défense contre l'occupé, c'est que l'opinion

publique est d'accord avec une norme établie, une norme qui s'oppose également au génocide. Les États-Unis et Israël, par une logique perverse, insistent au contraire sur le fait qu'ils ont le droit de se défendre sur la base de leur ordre international fondé sur des règles. Ils disent qu'il y a des règles qui sont censées être indépendantes de l'opinion publique. C'est comme dire qu'une règle qui mesure la longueur ou une horloge qui donne une mesure précise du temps ne compte pour rien. Mais le fait demeure que les mesures de longueur, du temps ou de distance ne sont pas une

question d'opinion, elles existent en tant que norme publique, bien que les normes puissent différer selon les pays, les traditions et ainsi de suite, qui nous donnent des hectares ou des arpents et ainsi de suite. Les États-Unis et Israël prétendent qu'il existe une règle indépendante de l'opinion publique, et que cette règle justifie l'autodéfense contre ce qu'ils décident de qualifier de menace « existentielle », une menace future.





L'opinion publique se range du côté de la Palestine, comme en témoigne la marche pour la justice en Palestine organisée à Londres dans le cadre de la journée d'action Resist G7 pour la justice internationale, le 12 juin 2021.

Antony Blinken affirme également qu'aucun plan d'action ne peut être déterminé par la règle, car il y a toujours moyen de dire que les plans d'action s'accordent avec la règle. Ce que les États-Unis font tout le temps. Quelle que soit la manière dont ils décident du bien-fondé de choses comme le droit de se défendre, leurs actions sont toujours conformes à la règle, mais les actions des autres ne le sont pas. C'est ce qu'on appelle pratiquer le deux poids, deux mesures. La réponse donnée par les États-Unis aux accusations de deux poids, deux mesures est que si tout peut être considéré comme étant en accord avec la règle, tout peut également être considéré comme étant en conflit avec elle. La conclusion valide est qu'il n'existe pas d'accord avec la règle ou de règle elle-même, car elle est toujours ce que décident ceux qui sont en position de juger. Ceci est amplement évident dans les actions des États-Unis envers la Palestine ainsi que dans les morts aux mains de la police chez eux, et les décisions de ne pas inculper les membres d'une force de police et les agences de police impliquées, etc. Cela se voit également dans les autres pays qui utilisent des arguments et suivent des politiques basés sur cette logique impérialiste.

Le monde a établi la norme que l'occupant, comme Israël, ne peut pas invoquer le droit de se défendre contre ceux qui sont occupés. La perversion des États-Unis, en tant que dirigeant utilisant les règles américaines, consiste à dire que l'occupant peut invoquer le droit de se défendre. Les États-Unis font cela depuis la Deuxième Guerre mondiale. La création de la CIA, des bureaucraties militaires, etc. font toutes partie de leur soi-disant ordre international basé sur des règles.

Cette perversion remonte à 1945 et à la période de la guerre froide. La conception donnée par les cercles qui établissaient ce soi-disant ordre international fondé sur des règles et bâtissaient le complexe militaro-industriel, omet délibérément toute mention de la défaite du fascisme, de sa signification et de son effet sur les développements mondiaux. C'est une conception anhistorique. Les dirigeants américains s'aperçoivent que la militarisation de l'économie implique un complexe, qui est une caractéristique spéciale de la vie dont on dit qu'elle s'étend à toutes les cellules de la vie. Le président Eisenhower l'a exprimé ainsi en 1961, après que ce complexe ait été établi : « Cette conjonction d'une immense institution militaire et d'une grande industrie de l'armement est nouvelle dans l'expérience américaine. Son influence totale, économique, politique, spirituelle même, est ressentie dans chaque ville, dans chaque parlement d'État, dans chaque bureau du gouvernement fédéral. Nous reconnaissons le besoin impératif de ce développement. »

Les cercles dirigeants ont décidé qu'un vaste establishment était nécessaire pour poursuivre le développement des armes nucléaires, pour devenir une superpuissance. Les États-Unis ont dit que

le complexe militaro-industriel-civil a été mis en place à cause des défis posés par l'URSS. Leur soi-disant ordre fondé sur des règles découle de la complexité de ce complexe militaro-industriel impliquant la fusion des forces armées et de ce qui devient une énorme bureaucratie militaire, avec l'industrie, qui a elle-même fusionné avec les institutions internationales du capital financier issues de la Deuxième Guerre mondiale, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Faisant référence à la fusion pour le développement du capital financier, qui est elle-même une fusion du capital industriel et bancaire, un économiste plaisantait en disant que le FMI et la Banque mondiale avaient un bureau au sous-sol du Pentagone. C'est tout cela qui en a fait un complexe. C'est ce complexe qui doit être contrôlé en termes d'influence dans ce qu'Eisenhower appelait les conseils du pouvoir.

On cite souvent Eisenhower disant qu'il était opposé au complexe militaro-industriel. Il parle en fait de la façon dont il doit être contrôlé, de la façon dont la lutte des factions rivales au sein de ce complexe doit être contrôlée. Il le place également dans le contexte de la sécurité nationale et du désinvestissement des peuples du pouvoir. Il dit : « Dans les assemblées du gouvernement, nous devons donc nous garder de toute influence injustifiée, qu'elle ait ou non été sollicitée, exercée par le complexe militaro-industriel. Le risque potentiel d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés et nos processus démocratiques. Nous ne devrions jamais rien prendre pour argent comptant. Seule une communauté de citoyens prompts à la réaction et bien informés pourra imposer un véritable entrelacement de l'énorme machinerie industrielle et militaire de la défense avec nos méthodes et nos buts pacifiques, de telle sorte que sécurité et liberté puissent prospérer ensemble. » C'est le même sens que lui donne Joe Biden quand il dit « nous, le peuple », sommes le gouvernement.

La conception imposée aux peuples est qu'il existe une opinion supérieure et un jugement supérieur qui peuvent être émis par ceux qui sont supérieurs et que leur jugement doit être accepté. Cette conception est couramment utilisée lorsque des secrets d'État sont invoqués, que des allégations d'espionnage sont formulées ou que des assassinats ciblés sont perpétrés, le tout au nom de la sécurité nationale.

(Photos : J. Jezek, Stop the War, Frinds of Al Aqsa, A. Hadi, Brighton Palestine Solidarity Campaign)

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

ARCHIVES | ACCUEIL

Site Web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca